L'Abeille de la Nouvelle Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 14 AVRIL 1846.

PUBLIÉ PAR

MAGNE & WEISSE.

No. 81 rue de Chartres.

CONDITIONS DE L'ABEILLE.

ANNONCES.

PAQUEBOT A L'APPUI LE MARAIS

PAQUEBOT POUR BRAZOS

POUR LA RAVOLÉ VERS GALVESTON

POUR NEW-YORK

POUR NEW-YORK

POUR LA RAVOLÉ VERS GALVESTON

POUR BOSTON

POUR BOSTON

POUR BOSTON

POUR BOSTON

POUR BOSTON

DÉPOT DES VÉRITABLES FRICTION MATCHES

DE WM. A. CLARK,

Rue du Cirque No. 200, entre Conti et Bienville.

L. A. GUILLEBRAIN, Agent.

WILLIAM McVEIGH & Co.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 14 AVRIL 1846.

C'est pour tous ceux qui désirent que la question de l'Oregon se termine à l'amiable, un vif sujet de satisfaction que de voir M. Benton se ranger parmi les sénateurs qui pensent que les droits positifs des Etats-Unis ne vont que jusqu'au 49me degré, que leurs titres au-delà de ce parallèle sont incertains, et que la difficulté peut se régler honorablement au moyen d'un compromis, dont la base serait ce 49me degré. M. Benton est un homme sur le patriotisme duquel on ne saurait jeter le moindre doute. Aussi bien que M. Calhoun, il a donné plus d'une fois des preuves incontestables de son amour pour le pays et de son dévouement aux droits et à la dignité de l'Union. Il a déployé dans ses principes et dans son caractère une fermeté, une consistance, une franchise qui lui ont valu l'autorité qu'il exerce aujourd'hui sur tous les partis; et au moment où il se sépare de l'avant-garde de la *démocratie*, il est assez fort pour ne pas craindre que le moindre soupçon s'élève sur le motif de cette démarche. M. Benton agit toujours par conviction, et son discours sur l'Oregon prouve que, dans cette circonstance encore, il ne s'est décidé qu'après les mûres réflexions qu'après une étude attentive des faits qui se rattachent à cette importante question. En acquis par ses recherches la certitude que les Etats-Unis n'avaient au-delà de leurs droits, en posant leurs prétentions jusqu'au 54° 40', et avec cette certitude cette décision qui caractérise tous ses actes, il a déclaré hautement son opinion.

L'adhésion d'un homme de ce caractère et de cette influence est une bonne fortune pour le parti de la paix. S'il la force qu'elle donne à ce parti, elle aura encore pour effet de mettre un terme aux accusations auxquelles il a été plus d'une fois en butte. Comme on y comptait surtout des whigs, les locos-focos ardents ne se gênaient point pour les accuser de coalition au besoin même de trahison; c'est à peine si le concours de MM. Haywood, Colquitt et Calhoun avait pu modérer un peu cette rage des *mauvais coucheurs* locofocos; désormais ils n'oseront plus se servir d'épithètes odieuses; car elles viendraient retomber directement sur l'un des chefs les plus hardis et les plus mebranlables dont se sont jamais glorifiés leur armée.

Les dernières manifestations qui ont eu lieu au sénat et dans l'un des plus favorable augure; elles sont sa motion, si décisives, si concluantes, que M. Polk et ses conseillers ne pourront pas s'y montrer insensibles. Elles indiquent clairement à l'Exécutif la conduite qu'il doit tenir. MM. Allen, Cass, Haywood et consorts pourront encore demander à grands cris 54° 40', appeler la guerre et maudire le Président, s'il ne répond point à leurs belliqueux appels; mais celui-ci n'sera, certes, point se montrer sourd à la voix de la majorité du peuple de l'Union, qui arrête inopiné lui par l'organe de la majorité sénatoriale. Il écoutera les conseils de la modération et de la prudence; et tout en restant fidèle à l'honneur national il assurera le maintien de la paix, indispensable au développement de la prospérité et de la grandeur de notre patrie.

Le Courrier a une manière d'argumenter qui tenait pour un cleric de procureur. Nous avons cité une de colonne de sa prose, et il parle *de quelques paragraphes, de quelques phrases isolées* ! A qui espère-t-il donner le change avec un si grossier artifice ?

"Mais, dit-il, on n'a pas cité l'endroit où nous questions les proscriptions d'horrible." Au lieu de nous faire un reproche de cette omission, on devrait nous en savoir gré : car comment exciser un journal qui consacre ses colonnes, pendant plusieurs jours, à conseiller, à imposer au Conseil, une mesure que lui-même qualifie d'horrible ? Evidemment ce n'était de sa part qu'une précaution oratoire, une manière de lozer la pilule qu'il n'est pas possible de prendre au sérieux.

Quant à l'origine des proscriptions politiques aux Etats-Unis, le *Courrier* se trompe en ne les faisant remonter qu'à 1811, attendu qu'elles remontent réellement à 1829 : à chacun la responsabilité de ses œuvres.

CONSEIL DE LA PREMIERE MUNICIPALITÉ.—Etaient présents MM. le Recorder Genois, président; R. Hagan, J. Duplessis, L. Hermann et P. Sniedls, du premier district ;—I. F. Forstall et N. Gurtie, du second; J. Labitte et A. Brasse, du troisième ; F. Cortepeau et E. Giquel, du quatrième ; et Emile Waltz et Z. Lafont, du cinquième.

Sur motion de M. Hagan, le Président nomme sont chargés de examiner la qualification des membres, MM. Hermann, Latour et Brasse.

Le Conseil se trouvant organisé, il est décidé, sur motion de M. Hagan, que le comité des amendements ne se composerait que de trois membres au lieu de cinq.

En vertu du pouvoir qui lui en est donné par la Cour, le Président nomme les divers comités.

M. Sennes est nommé secrétaire et M. Michel sergent d'armes du Conseil. M. Waltz et M. Waltz sont eux commissaires du fonds d'amortissement.

Un message du Maire, transmettant des résolutions du Conseil de la seconde municipalité, relativement aux ecoles reçues et aux encans licités est renvoyé au comité de police.

M. Waltz présente une résolution portant que toutes les actions du Conseil seraient faites à haute voix. Adopté. Sur motion du même membre, le Maire est autorisé à faire publier la liste des membres de ce contrat pour la construction des boîtes d'écoles, s'élevant à $5450 53.

M. Waltz propose que le Conseil procède lundi prochain, à l'élection de tous les officiers de la municipalité. M. Hagan propose de fixer l'élection au second mardi de mai.—Adopté.

M. Giquel présente une ordonnance portant qu'attendu les accidents reçus par l'un à la déplorable les conducteurs de draw, charrettes &c. seront obligés de mener leurs animaux par la bride et de marcher en pas, dans la première municipalité, à peine d'une amende de $25.

M. Hagan pense qu'une ordonnance pareille est plutôt du ressort du Conseil Général que du Conseil municipales.

Le Conseil soutient que le Conseil a le droit de passer une pareille ordonnance.

M. Hermann propose, par amendement, que les conducteurs puissent conduire de leurs drays étant ; mais qu'ils soient obligés de n'aller qu'au pas dans la première municipalité. Renvoyé au comité de police.

La séance est levée.

CONSEIL DE LA SECONDE MUNICIPALITÉ.—Le Conseil se réunit sous la présidence du recorder Baldwin. Tous les aldermen nouvellement élus sont présents. MM. Peters, Balliet et Jamison sont nommés pour composer le comité chargé d'examiner les qualifications des membres du Conseil.

M. Scates se présente comme ayant droit au siége de M. Smith du quatrième district, et soumet les motifs de sa réclamation. Il a eu la majorité des votes à son égard, comme on doit le faire, sous les bulletins portant plusieurs noms. M. Davern prétendant aussi avoir le droit de siéger comme représentant du sixième district, il est décidé que le district a droit à deux aldermen, attendu qu'après M. Smith, il a le plus grand nombre de votes. Après une longue discussion, à laquelle prennent part MM. Peters, Reynolds, Balliet et Scates, il est décidé que le quatrième district a droit qu'à un alderman pour cette élection, la loi qui en accordait deux n'ayant pas été passée à temps pour être mise à exécution le 6.

On soumet au Conseil une protestation contre l'élection des quatre aldermen du 3me district ; attendu qu'on avait laissé voter dans ce district beaucoup d'habitants de Jefferson et beaucoup d'individus qui ne sont pas citoyens; que cela explique l'énorme augmentation de votes du 6 avril sur celui du 19 janvier. Le 19 janvier il n'y avait eu que 877 voix données, et le 6 avril, 1285.—Renvoyé au comité des élections.

M. Peters, au nom du comité chargé d'examiner les qualifications des membres, fait son rapport et déclare le Conseil organisé. Ce rapport est adopté après un assez vif débat. Les comités permanents sont nommés et le Conseil s'ajourne.

Nous espérons que l'ordonnance présentée hier par M. Giquel sera favorablement accueillie par le comité de police et qu'elle passera ; nous espérons surtout, ce qui est plus difficile, qu'on tiendra la main à son exécution, une fois adoptée.

Chronique Locale.

COUR CRIMINELLE.—Victor Chauvain, convaincu d'avoir poignardé Pierre Bretteville, a été condamné à un an de prison et aux frais; Adolphe Pradat, convaincu d'assaut et batterie sur Raphael Paimparé, a été condamné à quatre mois de prison et aux frais; Pierre Quesnel, convaincu d'assaut et batterie, a été condamné à douze heures de prison et aux frais.

GRAND JURY.—Le grand jury a trouvé lieu à suivre contre L. Aillaud, accusé de vol; contre J. P. Adams, du Hyano, accusé de faux; contre John Welder, accusé de vol avec effraction; contre Manuel Sanz de la Maza, accusé d'homicide; contre Wm. Brooks, John D. Crawford, Ann Cavanagh, accusés de vol. Il a déclaré n'y avoir lieu à suivre contre John Workman, pour vol.

—Henry, esclave de M. McLeod, a été arrêté hier par l'officier Trescaux, pour avoir battu Philip, esclave de M. Wagner. La rixe a eu lieu au coin des rues Conti et Treme. Philip est très grièvement blessé.

—J. C. Bernard a déposé hier devant le recorder Genois, avoir été attiré dans une chambre rue Bourbon, par deux négresses, et y avoir été injurié, attaqué et volé d'une somme de $1 50. Marie, l'une de'elles a été arrêtée.

—Manuel Tiaga a été envoyé hier devant la Cour Criminelle, après examen devant le recorder Génois, sous l'accusation d'avoir reçu une esclave.

J. Zacharish Jr., a été arrêté hier par la police de la Seconde Municipalité, sous une accusation d'escroquerie. L'affaire sera probablement examinée ce matin.

—Un nommé John Carpenter, a été arrêté hier sous l'accusation d'avoir, de concert avec trois autres, battu et volé John Armstrong, dans une maison rue Gallatin.

ACCIDENT SUR LE CHEMIN DE FER DU GOLFE.—Dimanche dans l'après-midi, (environ midi et demi), un des chars a été brisé à la Terre aux Bœufs, par suite du mauvais état de la route. Heureusement personne n'a été blessé.

Nous lisons dans le Baltimore *Sun* du 6, que dans une cour de justice du comté de Mary, une conversation s'étant élevée entre M. Blakistone, shériff du comté, M. George G. Ashcomb, un jeune avocat, tira un pistolet et s'approcha de M. Ashcomb par derrière, lui logea la balle dans la tête. M. Ashcomb n'était pas armé. Il tomba mort. M. Ashcomb a été arrêté et mis en prison. Il paraît que ce malheureux événement est le résultat d'une querelle politique.

LEGISLATURE D'ETAT.

12 avril 1846.

SENAT.—Le président donne communication d'une note du trésorier de l'Etat accompagnant une lettre des acheteurs du chemin de fer de Clinton et Port-Hudson, déclarant vouloir retrocéder ce chemin à l'Etat, si on ne leur donne pas un titre à l'abri de toute contestation. — Renvoyé au comité de finance avec tous les documens y relatif.

M. Marks annonce qu'il présentera un bill confirmatif le titre de ces acheteurs.

Le président donne aussi communication d'une lettre de M. Winfree qui est opposé à l'ouverture du bayou Manchac.

M. Benton est un homme sur le patriotisme duquel on ne saurait jeter le moindre doute. Aussi bien que M. Calhoun, il a donné plus d'une fois des preuves incontestables de son amour pour le pays et de son dévouement aux droits et à la dignité de l'Union. Il a déployé dans ses principes et dans son caractère une fermeté, une consistance, une franchise qui lui ont valu l'autorité qu'il exerce aujourd'hui sur tous les partis; et au moment où il se sépare de l'avant-garde de la *démocratie*, il est assez fort pour ne pas craindre que le moindre soupçon s'élève sur le motif de cette démarche. M. Benton agit toujours par conviction, et son discours sur l'Orégon prouve que, dans cette circonstance encore, il ne s'est décidé qu'après les mûres réflexions, qu'après une étude attentive des faits qui se rattachent à cette importante question. En acquis par ses recherches la certitude que les Etats-Unis n'avaient au-delà de leurs droits, en posant leurs prétentions jusqu'au 54° 40', et avec cette certitude cette décision qui caractérise tous ses actes, il a déclaré hautement son opinion.

L'adhésion d'un homme de ce caractère et de cette influence est une bonne fortune pour le parti de la paix. S'il la force qu'elle donne à ce parti, elle aura encore pour effet de mettre un terme aux accusations auxquelles il a été plus d'une fois en butte. Comme on y comptait surtout des whigs, les locos-focos ardents ne se gênaient point pour les accuser de coalition au besoin même de trahison; c'est à peine si le concours de MM. Haywood, Colquitt et Calhoun avait pu modérer un peu cette rage des *mauvais coucheurs* locofocos; désormais ils n'oseront plus se servir d'épithètes odieuses; car elles viendraient retomber directement sur l'un des chefs les plus hardis et les plus mebranlables dont se sont jamais glorifiés leur armée.

Les dernières manifestations qui ont eu lieu au sénat et dans l'un des plus favorable augure; elles sont sa motion, si décisives, si concluantes, que M. Polk et ses conseillers ne pourront pas s'y montrer insensibles. Elles indiquent clairement à l'Exécutif la conduite qu'il doit tenir. MM. Allen, Cass, Haywood et consorts pourront encore demander à grands cris 54° 40', appeler la guerre et maudire le Président, s'il ne répond point à leurs belliqueux appels; mais celui-ci n'sera, certes, point se montrer sourd à la voix de la majorité du peuple de l'Union, qui arrête inopiné lui par l'organe de la majorité sénatoriale. Il écoutera les conseils de la modération et de la prudence; et tout en restant fidèle à l'honneur national il assurera le maintien de la paix, indispensable au développement de la prospérité et de la grandeur de notre patrie.

Le Courrier a une manière d'argumenter qui ferait pour un cleric de procureur. Nous avons cité une de colonne de sa prose, et il parle *de quelques paragraphes, de quelques phrases isolées* ! A qui espère-t-il donner le change avec un si grossier artifice ?

"Mais, dit-il, on n'a pas cité l'endroit où nous questions les proscriptions d'horrible." Au lieu de nous faire un reproche de cette omission, on devrait nous en savoir gré : car comment excu